

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LES COOPÉRATIONS MILITAIRES ET DE SÉCURITÉ DANS LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE RUSSIE-CHINE

PAR

ISABELLE FACON (\*)

Après avoir été d'importance plutôt marginale dans des relations bilatérales qui n'ont cessé de se fortifier depuis leur normalisation en 1989, les coopérations militaires entre la Chine et la Russie ont dernièrement pris de l'ampleur, avec une force particulière après 2014, année de l'annexion de la Crimée et des premières sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, ainsi obligée de consolider ses relations avec Pékin. De fait, après avoir défrayé la chronique en participant, à l'été 2018, aux exercices stratégiques russes Vostok (*a priori* les plus importants en Russie depuis la fin de la Guerre froide), les forces chinoises ont renouvelé l'expérience en 2019 en se joignant aux troupes russes pour les exercices Centre, qui orchestraient une offensive interarmées contre un acteur étatique (1). Ces participations à des exercices en territoire russe ont confirmé une tendance qui a vu, depuis le début de la décennie 2010, un accroissement du nombre, de l'envergure et de la complexité des exercices militaires bilatéraux. Les exercices navals bilatéraux en mer Méditerranée (mai 2015), mer de Chine méridionale (septembre 2016) et mer Baltique (juillet 2017) ont été particulièrement remarquables. En 2019, les forces armées des deux pays organisaient pour la première fois des patrouilles aériennes conjointes au-dessus de la mer de Chine orientale et de la mer du Japon (2) et le président Vladimir Poutine annonçait le lancement d'une coopération destinée à aider la Chine dans le domaine de l'alerte avancée contre les attaques par missiles. Les relations dans le domaine de l'armement, après une pause d'une dizaine d'années, connaissent une relance depuis le milieu de la décennie 2010. En 2015, la Russie et la Chine ont signé deux contrats majeurs sur la vente de systèmes anti-aériens S-400 et de 24 chasseurs multirôles Su-35, faisant

(\*) Directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

(1) Gustav Gressel, « The authoritarian entente: Sino-Russian security cooperation », *ECFR Commentary*, 17 octobre 2019.

(2) Franz-Stefan Gady, « China, Russia conduct first ever joint strategic bomber patrol flights in Indo-Pacific region », *The Diplomat*, 23 juillet 2019.

de l'armée chinoise le premier acquéreur étranger de ces équipements (3). Ces relations d'armement doivent être complétées par des partenariats industriels, avec par exemple le développement conjoint annoncé d'un hélicoptère lourd pour la Chine (sur la base du concept du Mi-26 russe) (4).

À l'heure où, en conséquence, se multiplient les analyses questionnant la perspective d'une alliance militaire sino-russe (5), analyses qu'alimente le constat d'une coordination croissante de ces deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les grands dossiers internationaux, il semble important de restituer les tendances longues et les déterminants de ce partenariat de sécurité et de défense afin d'en cerner les possibles évolutions et effets stratégiques.

#### DES COOPÉRATIONS DE SÉCURITÉ AU NOM DE RELATIONS DE VOISINAGE DURABLEMENT STABLES

Le développement récent des coopérations militaires entre la Chine et la Russie frappe d'autant plus les esprits qu'elles sont longtemps demeurées modestes. Jusque récemment, le partenariat de sécurité était concentré sur l'objectif de stabilisation des relations entre les deux pays et de leur voisinage commun (Asie centrale). Dès le début des années 1990, la Russie et la Chine affichent le souci partagé de prévenir un regain des tensions mutuelles. De fait, toutes deux confrontées au défi posé par leurs réformes internes, elles entendent se doter d'un environnement régional et international aussi stable que possible, leur permettant de faire face à des problèmes de sécurité (à l'Ouest et au Sud pour la Russie, à l'Est et au Sud pour la Chine) dont l'urgence interdit la dispersion des ressources diplomatiques, militaires et sécuritaires. S'étant accordées sur la délimitation de leur frontière commune (définitivement établie en 2008), les deux pays, en quête de relations de bon voisinage, n'y ont conservé qu'un nombre limité de forces militaires.

D'autres mesures de confiance ont été prises. Le 3 septembre 1994, Moscou et Pékin ont signé un accord par lequel elles s'engagent réciproquement au non-emploi en premier de l'arme nucléaire et sur le déciblage mutuel de leurs armements nucléaires stratégiques. Ce point est réaffirmé dans le traité de bon voisinage et de coopération amicale signé le 16 juillet 2001 pour vingt ans par les présidents Vladimir Poutine et Jiang Zemin (article 2), qui souligne aussi qu'aucun des deux États n'a

(3) Le contrat sur le S-400 est en cours d'exécution. Les 24 Su-35 ont été livrés. Le montant total des deux contrats est de quelque 5 milliards de dollars. Les États-Unis ont pris des sanctions à l'encontre de la Chine pour ces deux transactions, au titre du *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* (CAATSA).

(4) Sur la répartition des tâches entre hélicoptères de Russie et Avicopter dans le cadre de ce programme, voir Paul Schwartz, « Russia-China defense cooperation: new developments », *The ASAN Forum*, 9 février 2017 (en ligne : [www.theasanforum.org](http://www.theasanforum.org), consulté le 1<sup>er</sup> mars 2020).

(5) Pour un éventail d'hypothèses et de réflexions d'experts russes, chinois et occidentaux à ce sujet, voir Simon Saradzhyan et Angelina Flood, « Expert round-up: how likely is a China-Russia military alliance? », *Russia Matters*, 14 juin 2019 (en ligne : <https://russiamatters.org>, consulté le 20 février 2020).

de prétention territoriale envers l'autre (article 6). L'article 7 appelle à l'adoption de « mesures visant à augmenter la confiance entre [leurs] armées et à réduire les forces militaires dans les régions frontalières ». Depuis lors, témoignage de la stabilisation des rapports de sécurité entre les deux voisins, ces derniers n'ont pratiquement pas modifié leur posture de défense l'un envers l'autre – même si la Russie a regarni quelque peu son district militaire est après quinze ans d'attrition de sa présence militaire dans la partie orientale de son territoire.

La Chine et la Russie se rejoignent également sur le besoin de stabiliser l'Asie centrale ex-soviétique, dont la situation troublée risque, à leur sens, d'avoir effet de contagion sur leurs territoires. Dans cette perspective, Moscou et Pékin ont en quelque sorte « exporté » leur expérience de stabilisation de leur frontière conjointe en l'appliquant, dans le cadre du « Forum de Shanghai », au reste de l'ancienne frontière sino-soviétique. Cela donnera lieu, en 1996, à un accord sur des mesures de confiance militaire à cette frontière, suivi d'un autre, en 1997, sur la réduction des forces de part et d'autre. C'est d'ailleurs sur cette base que sera créée l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), en 2001, et dans ce cadre que la Russie et la Chine ont réalisé leurs premiers exercices conjoints, les exercices Mission de paix, menés au nom de la lutte contre le terrorisme – enjeu de sécurité commun à tous les membres de l'OCS. Si ces exercices ne sont pas d'une grande sophistication, ils constituent une occasion pour les forces russes, chinoises et centrasiatiques de gagner de l'expérience opérationnelle sur différents types de contingences (6). Ils signent la convergence de la Chine et de la Russie sur les trois « forces » sur lesquelles se concentre l'OCS (terrorisme, extrémisme, séparatisme) et la vision très particulière que les deux États ont du risque d'instrumentalisation par des forces extérieures de leurs vulnérabilités internes, qu'il s'agisse de tensions séparatistes ou de revendications politiques ou sociales, susceptibles, dans leur vision des choses, d'être soutenues de l'extérieur par des acteurs désireux de les affaiblir. Par ailleurs, les deux parties échangent régulièrement, dans des cadres bilatéraux et multilatéraux, sur la situation en Afghanistan et ses effets régionaux.

Malgré les mesures de confiance militaire et une attitude compréhensive réciproque sur les préoccupations de sécurité de l'autre, les coopérations militaires sont cependant longtemps restées limitées. En définitive, dans les années 1990 et jusqu'au milieu des années 2000, les coopérations d'armement furent l'élément le plus concret du partenariat stratégique

(6) Voir Richard Weitz, *Parsing Chinese-Russian Military Exercises*, Carlisle, Strategic Studies Institute/US Army War College, 2015, 78 p.

Chine-Russie, avant de marquer le pas (7). En effet, dans ce domaine, les besoins des deux parties étaient initialement complémentaires : la Chine, sous embargo, recherchait les voies d'une modernisation de son armée et de sa base industrielle et technologique de défense (BITD), tandis que les entreprises d'armement russes, en quête de survie, misaient sur l'exportation. L'armée chinoise réalisa des acquisitions massives auprès des industriels russes de l'armement (sous-marins classe Kilo, avions Su-27 et Su-30, *destroyers* Sovremenny, missiles de différentes catégories...) (8). Dans le domaine militaire *stricto sensu*, les liens entre les armées, au-delà des échanges d'officiers dans les établissements de formation militaire, ont longtemps été assez ténus. Dans le cadre des rares exercices conjoints, les deux armées, jusque récemment, travaillaient côte à côte plutôt que véritablement ensemble. Ce n'est que dernièrement qu'on a observé une évolution vers davantage d'interopérabilité entre forces russes et chinoises. Les experts s'accordent à dire que les exercices navals conjoints annuels, engagés en 2012, sont de meilleure facture que les exercices « Mission de paix » (9), les deux pays s'attachant à y déployer des forces relativement substantielles et leur complexité allant grandissant (10). Toutefois, ils soulignent aussi que, en nombre et en degré d'intégration, ces exercices restent bien en deçà du niveau de la coopération pratiquée entre alliés occidentaux, en particulier au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Si, dans ces conditions, les coopérations militaires sino-russes « nouvelle manière » n'évoquent pas un mouvement vers une véritable alliance de défense, ce que les responsables des deux pays revendiquent d'ailleurs, affirmant régulièrement que leurs liens ne sont dirigés contre aucun État tiers, elles n'en présentent pas moins des bénéfices politiques aux deux parties. La participation de la Chine aux exercices Vostok 2018, qui sont en théorie l'occasion, pour l'institution militaire russe, d'éprouver les moyens de se prémunir contre un risque dans la direction stratégique

(7) Cela, pour différentes raisons. Les Russes n'apprécient guère le pillage technologique opéré par les Chinois. Ces derniers, après les achats massifs de la décennie 1990, se font plus exigeants concernant d'éventuels nouveaux contrats (plateformes plus avancées et transferts de technologies). La partie chinoise, quant à elle, a souvent mis en avant les prix jugés abusifs pratiqués par les Russes et le caractère peu satisfaisant des services proposés en matière de maintenance.

(8) Pour un bilan de cette période, voir Isabelle Facon et Konstantin Makienko, « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », Paris, FRS (*Recherches & Documents*), juillet 2006, 105 p.

(9) Les scénarios des exercices « Mission de paix » montrent un faible degré d'interopérabilité entre les forces des États membres de l'OCS, Russie et Chine comprises, et sont peu complexes. Certains experts attribuent, à tort ou à raison, cet état de fait à un manque d'intérêt de la Russie pour un renforcement de l'OCS dans le domaine sécuritaire et militaire, contre la volonté de la Chine. Voir Daniel Hartnett, « Looking good on paper: PLA participation in the Peace Mission 2010 multilateral military exercise », in Travis Tanner, Roy Kamphausen et David Lai (dir.), *Learning by Doing: the PLA Trains at Home and Abroad*, Washington, Strategic Studies Institute Book, 2012, p. 213-258.

(10) Paul N. Schwartz, « The military dimension in Sino-Russian relations », in Jo Inge Bekkevold et Bobo Lo (dir.), *Sino-Russian Relations in the 21<sup>st</sup> Century*, Londres, Palgrave, 2019, p. 97.

est (11), constitue en soi une mesure de confiance de taille. Elle permet en effet d'exclure toute présence d'une dimension antichinoise du scénario des exercices (12). Un spécialiste américain rappelle d'ailleurs que, dès l'édition 2014 de Vostok, la Russie avait conçu un scénario plus axé sur les attaques aérospatiales et navales que sur des contingences relatives à des opérations terrestres (donc évoquant davantage des opérations contre les forces américaines et leurs alliés dans le Pacifique qu'un affrontement avec les forces chinoises) (13).

La coopération russo-chinoise dans le cadre de Vostok 2018 et, l'année suivante, lors des exercices stratégiques russes Centre évoque un degré important de confiance mutuelle, dont témoigne également le fait qu'aucun des deux pays n'a modifié sa posture de défense envers l'autre, en dépit du renforcement de leurs moyens militaires respectifs au cours des dix dernières années. Suggérant que les deux gouvernements considèrent que leur entente est faite pour durer, ces nouvelles interactions permettent aussi, peut-être surtout, d'adresser aux États-Unis – et sans doute à leurs alliés – un message quant au degré de solidarité atteint par les deux pays face à ce qu'ils ressentent comme une pression stratégique et militaire américaine accrue.

#### DES COOPÉRATIONS MILITAIRES POUR RÉPONDRE À LA PRESSION AMÉRICAINE

Le « facteur américain » a toujours joué un rôle essentiel dans la démarche de consolidation des relations bilatérales entre les deux États depuis la fin de la Guerre froide, contribuant indéniablement à leur rapprochement. L'objectif d'un ordre international multipolaire figure d'ailleurs dans l'ensemble des déclarations – et accords-clefs signés par les deux États – de la déclaration de partenariat stratégique de 1996 à celle de partenariat global et d'interaction stratégique de 2017 en passant par le traité de 2001 précédemment mentionné. Ainsi, à différentes reprises, la Russie et la Chine ont envoyé des signaux de leur disposition à coopérer militairement dans des moments de tension avec les États-Unis. Par exemple, l'exercice Mission de paix 2005, qui, par les moyens mobilisés, évoquait davantage une démonstration de force conjointe sino-russe que la lutte contre le terrorisme en Asie centrale, signifiait la mauvaise humeur des deux pays vis-à-vis de Washington. De fait, en 2005, la Russie, après l'intervention militaire américano-britannique en Iraq et les révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine – imputées, à Moscou, à des ingérences

(11) En russe, « *vostok* » signifie « Est ».

(12) La participation chinoise n'était pas négligeable : 3 200 hommes, environ 900 chars et véhicules militaires, 30 avions et hélicoptères – le tout dépêché par route, voie ferrée et air. Voir Dave Johnson, « Vostok 2018: ten years of Russian strategic exercises and warfare preparation », *NDC Policy Brief*, n° 3, février 2019, p. 7. Des troupes mongoles ont également pris part à l'exercice.

(13) Michael Kofman, « Vostok-2018: Russia and China signal growing military cooperation », *Russia Matters*, 10 septembre 2018 (en ligne : <https://russiamatters.org>, consulté le 20 février 2020).

américaines –, ne croit alors déjà plus guère à la possibilité d'une concorde avec les États-Unis. La Chine, quant à elle, se méfie des implications de l'installation de militaires américains sur des bases en Asie centrale dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » menée en Afghanistan. Les exercices Mission de paix 2016 ont envoyé le même type de message « élargi », avec des activités évoquant des opérations de combat de haute intensité (14).

Le lancement d'exercices navals annuels (*Joint Sea*), en 2012, traduit lui aussi le durcissement des préoccupations des deux pays à l'égard de la politique internationale américaine. Après l'opération de l'OTAN en Libye, dont Moscou et Pékin estiment qu'elle a outrepassé le mandat confié par l'ONU, le gouvernement russe déplore le soutien affiché par l'administration Obama aux manifestants russes qui se sont mobilisés pour dénoncer les conditions des élections législatives et présidentielles de 2011-2012. De son côté, la Chine s'inquiète des premiers signaux de la volonté des États-Unis d'opérer un rebalancement vers l'Asie Pacifique (15). Ainsi, les marines russe et chinoise manœuvrent ensemble dans des zones dans lesquelles les deux États s'estiment soumis à la pression occidentale, exprimant une solidarité face à cette pression : de la mer Noire à la mer de Chine du Sud en passant par la Baltique ou la mer de Chine orientale (16). On rappellera ici l'organisation, en 2019, des premières manœuvres aériennes conjointes et démonstratives – au large de la Corée du Sud et du Japon, alliés des États-Unis (17).

Les deux pays ont également décidé de coopérer sur un autre dossier sur lequel elles considèrent que les États-Unis mettent en cause leur sécurité : le déploiement de défenses antimissiles. À la suite de l'annonce par les États-Unis de la décision de déployer des missiles THAAD (*Terminal High Altitude Terminal Defense*) en Corée du Sud, ils ont inauguré, en 2016, des coopérations dans le domaine antimissile avec l'exercice « Sécurité aérospatiale » (exercice de simulation de défense contre des frappes balistiques et de missiles de croisière). Une nouvelle édition a suivi en décembre 2017. Certaines de leurs initiatives conjointes témoignent du souhait de marquer ce que ces deux États veulent voir comme le déclin de la puissance américaine. Il en va ainsi des exercices conjoints en Méditerranée en 2015, rejoignant le blocage exercé de concert par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie. Quant au transfert du S-400

(14) Paul N. Schwartz, « The military dimension... », précité.

(15) Voir Hillary Clinton, « America's Pacific century », *Foreign Policy*, 11 octobre 2011 (en ligne : <http://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>, consulté le 20 février 2020).

(16) Pour une recension contextualisée des exercices navals sino-russes depuis 2012, voir David Scott, « Russia-China naval cooperation in an era of great power competition », Center for International Maritime Security (CIMSEC), 12 juin 2018 (en ligne : <http://cimsec.org/russia-china-naval-cooperation-in-an-era-of-great-power-competition/36773>, consulté le 20 février 2020).

(17) Les deux États ont protesté contre ces exercices, affirmant qu'un des appareils russes avait violé leur espace aérien dans une zone revendiquée à la fois par Séoul et Tokyo. Voir Andrew Osborn et Joyce Lee, « First Russian-Chinese air patrol in Asia-Pacific draws shots from South Korea », Reuters, 23 juillet 2019.

à la Chine, qui possédait déjà des systèmes anti-aériens S-300, il rappelle opportunément que la Russie est prête à diffuser des technologies à des pays qui, comme elle, nourrissent des griefs sécuritaires à l'encontre des États-Unis et qu'elle est déterminée à réduire leurs marges de manœuvre opérationnelles. Il sera également intéressant de mesurer la nature des coopérations dans le domaine de l'alerte avancée qu'a annoncées Vladimir Poutine en octobre 2019.

Évidemment, le durcissement de la posture stratégique et de défense américaine envers les deux pays manifeste dans les nouveaux documents stratégiques adoptés après l'élection de Donald Trump (*National Security Strategy, Nuclear Posture Review, Missile Defense Review...*) joue son rôle dans l'affichage par Moscou et Pékin d'une volonté de développer leurs coopérations militaires. Sur fond de sanctions américaines contre la Russie et de montée des tensions commerciales sino-américaines, il est de plus en plus clair que, pour l'un comme pour l'autre des deux pays, le « risque américain » est largement plus aigu que celui que représente potentiellement l'autre. En outre, Moscou et Pékin se retrouvent sur la même ligne concernant la menace d'ordre politique que les États-Unis feraient peser sur leur stabilité politique interne – une préoccupation qui tient une place grandissante dans les calculs sécuritaires des deux régimes autoritaires et, à n'en point douter, renforce leur motivation à faire état d'un degré supérieur de coordination stratégique et d'un rapprochement dans les domaines sensibles que sont le militaire et le militaro-industriel. Selon le chercheur russe Aleksandr Gabouev, les liens de plus grande confiance que ces coopérations accrues et de plus en plus diversifiées alimentent pourraient à terme déboucher sur une augmentation des interactions et de la coordination dans le domaine cyber, « en particulier pour ce qui est de tester les vulnérabilités dans les systèmes de communication militaires et civils américains ». Selon lui, des partages d'information sensible auraient déjà lieu entre les services de contre-renseignement russes et chinois sur les opérations américaines conduites à leur encontre (18)..

Beaucoup d'analystes soulignent que la Russie, après l'annexion de la Crimée, se trouve dans une situation de dépendance à l'égard de la Chine – par besoin de soutien politique, de financements, de technologies, de marchés alternatifs à ceux que procuraient avant 2014 les relations avec les pays occidentaux – et que cette dépendance créera un problème de sécurité pour Moscou à terme ou, qu'au minimum, elle limitera l'envergure des coopérations sino-russes dans le domaine de la défense. Le politologue Sergeï Karaganov, réputé proche du Kremlin et figurant au nombre des « faucons » dans le débat public russe sur les affaires internationales,

(18) Aleksandr Gabouev, « Why Russia and China are strengthening security ties. Is the US driving them closer together? », *Foreign Affairs*, 24 septembre 2018. Les deux pays ont signé en 2015 un accord par lequel ils s'engagent à ne pas opérer des cyberattaques l'un contre l'autre et à travailler ensemble à contrer les technologies susceptibles de porter atteinte à la stabilité intérieure des États dans le cyberspace (ingérences, troubles à l'ordre public...).

relativise ce point, en expliquant que la Chine aussi a besoin de la Russie dans ce qui s'annonce pour elle comme une confrontation inévitable avec les États-Unis (19). Si S. Karaganov est réputé pour sa propension à l'exagération dès lors qu'il s'agit de minimiser les problèmes rencontrés par la Russie dans le jeu international, le fait est que, ces dernières années, le gouvernement chinois perçoit un accroissement de la pression américaine. Dans ce contexte, le partenariat avec la Russie, surtout dans des domaines stratégiques, prend à ses yeux un surcroît de valeur. Vu de Moscou, cela équilibre les rapports avec la Chine, dans lesquels sa position n'est effectivement pas très avantageuse : le Kremlin s'applique à pondérer cette situation en jouant, précisément, sur les leviers militaires, qui se sont réaffirmés, ces dernières années, au cœur de son projet de puissance. Il n'en a que plus d'intérêt à faire publicité du rapprochement avec la Chine dans le domaine sécurité-défense.

LES INSTRUMENTS MILITAIRES  
POUR UNE RELATION BILATÉRALE PLUS ÉQUILBRÉE ?  
LE PARI RUSSE

Face au rapprochement de la Russie et de la Chine dans le domaine militaire, beaucoup d'experts occidentaux soulignent les risques, pour la première, d'une relation trop étroite avec la seconde, compte tenu du déséquilibre qu'induit la forte asymétrie économique entre les deux acteurs. Ainsi, le chercheur américain Mark Katz estime que la focalisation de l'appareil militaire et de sécurité russe sur les « menaces occidentales » conduit la Russie à négliger d'autres risques, en particulier, justement, la Chine, dont la prudence devrait dicter à Moscou de la regarder « au moins comme une menace potentielle » (20). Des chercheurs russes assurent que le gouvernement a commandé une étude interministérielle pour mesurer les risques d'un engagement plus étroit avec la Chine, étude qui aurait relativisé ces risques (21). En même temps, il est probable que la mise en scène récurrente par la Russie de ses capacités militaires restaurées s'adresse à un « public » plus large que les seuls États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, même s'ils en sont indéniablement les principaux destinataires. Dans ce cadre, on ne peut exclure que les exercices conjoints avec les

(19) Cité in Yaroslav Trofimov, « The new Beijing-Moscow axis », *Wall Street Journal*, 1<sup>er</sup> février 2019.

(20) Mark N. Katz, « Putin and Russia's strategic priorities », in Ashley J. Tellis, Alison Szalwinski et Michael Wills (dir.), « Power, ideas, and military strategy in the Asia-Pacific », *Strategic Asia 2017-2018*, 2017, p. 49 et 62.

(21) Aleksandr Gabouev, « Why Russia... », précité.

armées chinoises permettent aussi à Moscou de « communiquer » à leur intention sur la solidité de ses forces conventionnelles modernisées (22).

Indépendamment du fait que la dimension de dissuasion existe certainement dans les calculs stratégiques du gouvernement russe envers la Chine (23), bien que celui-ci se garde de l'évoquer publiquement, les coopérations militaires avec la Chine permettent à la Russie, dont l'image comme puissance militaire s'est nettement renforcée du fait de son intervention en Syrie, d'égaliser le rapport de forces avec Pékin – au moins « visuellement ». L'avance de la Russie sur la Chine en termes d'expérience opérationnelle (guerres en Tchétchénie, Géorgie, Ukraine, Syrie) l'aide à renforcer sa main dans sa relation stratégique à Pékin. Selon un ancien attaché de défense américain à Moscou, l'armée chinoise « espère probablement apprendre de l'expertise de combat que la Russie a récemment acquise » (24) – et différents observateurs estiment que les exercices militaires conjoints « ont joué un rôle positif important dans l'amélioration de la capacité de combat effective de l'armée chinoise », lui permettant, entre autres, de tester les effets des récentes réformes de ses structures de commandement (25). Dans l'esprit de Moscou, le partage d'expérience opérationnelle doit contribuer à gommer son image de *junior partner* vis-à-vis de Pékin et atténuer l'effet négatif que renvoie la comparaison entre les budgets de défense russe et chinois. La stature de la Russie dans le domaine militaire doit aussi lui permettre de crédibiliser l'idée d'une division du travail en Asie centrale dans laquelle, tandis que la Chine déploierait ses projets économiques et d'investissement, la Russie assurerait la stabilité régionale et la sécurité des infrastructures nouvellement créées. Dans ce cadre, Moscou met en avant ses bases militaires dans la zone, l'existence d'une alliance militaire rassemblant avec elle plusieurs États de la région (l'Organisation du traité de sécurité collective, dont l'action se concentre sur les problèmes de sécurité en Asie centrale), ainsi que son expérience du combat en conditions réelles.

(22) Voir à ce sujet l'analyse de Michael Kofman, « Assessing Vostok-2018 », Russian Military Analysis <https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com>, 28 septembre 2018 (en ligne : <https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com/2018/09/28/assessing-vostok-2018/>, consulté le 20 février 2020). Dans un autre article, le même auteur suppose que la Russie, dans les exercices Vostok, a voulu montrer une capacité à faire face, dans le cas d'un conflit ou d'une crise en Europe, à un débord de ce conflit vers des zones où les États-Unis ont également des forces militaires (Michael Kofman, « Vostok-2018: Russia and China signal... », précité).

(23) Un expert russe soulignait, à la fin des années 2000, que la politique de la Russie envers la Chine contenait « un élément de dissuasion nucléaire, même s'il est bien camouflé et discret » : Dmitri Trenin, cité par Isabelle Facon, « Great Power deterrence relationships: Russia, the united States and Europe », in Karlheinz Kamp et David Yost (dir.), *NATO and 21<sup>st</sup> Century Deterrence*, NATO Defense College (*NDC Forum Papers*, n° 8), mai 2009, p. 90.

(24) Peter Zwack, « Russia and China's growing military interaction; surprised? », *The National Interest*, 9 septembre 2018 (en ligne : <https://nationalinterest.org/feature/russia-and-china%E2%80%99s-growing-military-interaction-surprised-30822>, consulté le 1<sup>er</sup> mars 2020).

(25) Angela Stanzel, « China and Russia: brothers-in-arms? », *China Trends*, n° 3, 11 octobre 2019 (en ligne : <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/china-trends-3-china-and-russia-brothers-arms>, consulté le 1<sup>er</sup> mars 2020) ; Dave Johnson, « Vostok 2018... », précité.

Un expert de l'*European Council on Foreign Relations* avance même que « l'organisation, le *leadership* et l'expérience du combat » seraient en définitive « les seuls avantages militaires de la Russie vis-à-vis de la Chine » (26), avantages auxquels il faudrait sans doute ajouter la supériorité de la Russie dans le domaine nucléaire et dans un certain nombre de compétences militaires (27). C'est en tout cas un thème sur lequel communiquent volontiers les responsables russes. Si la Russie recherche auprès de la Chine des solutions de substitution pour remplacer des technologies qu'elle importait auprès des pays occidentaux avant 2014, dont des composants électroniques et des moteurs diesel pour sa marine (28), elle peut néanmoins insister sur le caractère mutuel des dépendances, la Chine ayant toujours grand besoin, par exemple, des moteurs d'avion russes. L'avance technologique est un atout que le président V. Poutine lui-même se plaît à mettre en avant lorsqu'il évoque le projet de coopération sur un système d'alerte avancée au profit de la Chine : « nous aidons nos partenaires chinois à bâtir un système d'alerte sur les attaques de missiles. C'est quelque chose de très sérieux, qui accroîtra d'une manière cardinale la capacité de défense de la RPC. Parce qu'actuellement, seuls les États-Unis et la Russie disposent d'un tel système » (29). Par cette formulation, il évoque certes la solidité et la profondeur des liens avec la Chine mais aussi la supériorité de la Russie sur cette dernière dans un domaine stratégique.

\* \*  
\*

La Russie et la Chine se sont tenues à l'objectif commun, formulé dans la première partie des années 1990, d'enraciner dans le temps long des relations de bon voisinage et de veiller conjointement à la canalisation des instabilités en Asie centrale post-soviétique. Cela a contribué à la formation progressive des conditions favorables à des coopérations plus nourries dans le domaine de la sécurité et de la défense, qui, alors que leurs rapports respectifs avec les États-Unis se dégradent, leur paraissent de plus en plus nécessaires et sont perçues comme renforçant leur sécurité. Si les exercices conjoints plus nombreux et les annonces de projets industriels dans l'armement font parfois l'objet d'une communication excessive au

(26) Gustav Gressel, « The authoritarian entente... », précité.

(27) Pour de plus amples détails, voir Samuel Bendett, « China, Russia deepen technological ties », *Defense One*, 4 octobre 2019 (en ligne : <https://www.defenseone.com/threats/2019/10/china-russia-are-turning-each-other-tech-help-west-limits-access/160364/>, consulté le 20 février 2020).

(28) Voir Paul Schwartz, « Russia-China defense cooperation... », précité.

(29) Cité in Alekseï Nikol'skii, Ivan Safronov et Varvara Podrouguina, « Voennyi soiuz Moskvyy i Pekina mojet prevratit'sia iz formal'nogo v real'nyy » [L'alliance militaire Moscou-Pékin peut passer de formelle à réelle], *Vedomosti*, 6 octobre 2019 (en ligne : [www.vedomosti.ru](http://www.vedomosti.ru), consulté le 20 janvier 2020). Une source de l'industrie d'armement russe parle d'un contrat de programmes utilisables dans un système d'alerte avancée, engageant notamment des filiales d'Almaz-Antei, le producteur des systèmes S-300 et S-400. Les systèmes russes et chinois ne seraient pas intégrés, mais la coopération ainsi établie devrait faciliter les échanges d'information entre les deux pays sur les tirs de missiles de pays tiers. Voir aussi Dmitry Stefanovich, « Russia to help develop an early warning system », *The Diplomat*, 25 octobre 2019.

regard des réalisations effectives à ce stade, la tendance est bel et bien ascendante.

Certes, le degré encore limité de l'interopérabilité entre les forces russes et chinoises et l'attachement des deux États à leur souveraineté et à leur liberté d'action dans le jeu international ne valident guère les inquiétudes sur la possibilité que Moscou et Pékin entrent dans une relation d'alliance militaire. Pour la Russie, qui cherche à développer ses positions économiques et politiques en Asie, cela ne servirait pas favorablement sa réputation auprès des nombreux pays confrontés à des différends territoriaux avec la Chine. Pékin, de son côté, continue à se montrer soucieuse de ne pas projeter l'impression qu'elle cherche la formation d'un axe anti-américain ou anti-occidental. Les deux États montrent une détermination à avoir les mains aussi libres que possible dans la conduite de leur politique étrangère et de sécurité et aucun des deux ne souhaite être entraîné dans les conflits de l'autre. La Chine n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée, ni l'indépendance des territoires séparatistes de Géorgie que soutient Moscou ; de son côté, celle-ci, se gardant de prendre parti dans les différends territoriaux en Asie, n'hésite pas à vendre des armes à des pays dont les relations avec Pékin sont tendues (Vietnam, Inde...). Enfin, la Russie entend certainement préserver sa longueur d'avance en matière militaire – qu'il s'agisse de capacité de conceptualisation ou de compétences opérationnelles et de technologies militaires. L'évolution du potentiel nucléaire de la République populaire de Chine (RPC), l'autonomie grandissante de sa base industrielle et technologique de défense (BITD) constituent sans doute, pour le plus long terme, une nouvelle donne que la Russie, déjà inquiète du décalage de puissance avec la Chine à son désavantage, prend en considération. Dans ce contexte, les récentes décisions sur la vente de matériels militaires avancés à la Chine, en dépit du mécontentement des industriels russes quant au manque de respect de la propriété intellectuelle par la Chine (30), s'expliqueraient, selon certains spécialistes russes, par le constat fait par Moscou que ce type d'opportunités pourraient ne plus se présenter dans une dizaine d'années compte tenu du développement rapide de l'industrie d'armement chinoise (31). Pour autant, la Russie va chercher à protéger son avance technologique, ce qui pourrait contraindre les coopérations industrielles ou bloquer certains contrats d'armement. Le développement récent de coopérations de sécurité entre la RPC et les États centrasiatiques de l'Organisation de coopération de Shanghai, s'il devait prendre davantage d'ampleur, pourrait aussi peser – sans, cependant, nécessairement susciter une crise dans les relations bilatérales.

(30) Voir James M. Dorsey, « A symptom of fragile anti-US alliances: Russia accuses China of technology theft », *Modern Diplomacy*, 29 décembre 2019 (en ligne : <https://moderndiplomacy.eu/2019/12/29/a-symptom-of-fragile-anti-us-alliances-russia-accuses-china-of-technology-theft/>, 29 décembre 2019). L'article cite le responsable de la propriété intellectuelle au sein de la tentaculaire corporation d'armement Rostec.

(31) Aleksandr Gabouev, « Why Russia and China... », précité.

Si, pour toutes ces raisons, la question du risque de voir s'établir une alliance militaire sino-russe n'apparaît pas tellement pertinente, il n'en demeure pas moins que l'accroissement des coopérations militaires entre les deux pays, s'il se poursuit, pourrait leur permettre, à terme, d'être en mesure d'intervenir conjointement sur des crises touchant à leurs intérêts communs – en Asie centrale, en Asie du Sud, en Asie orientale. Cela élargirait leurs possibilités géopolitiques. Et en fonction de leur capacité à accroître l'interopérabilité entre leurs forces et donc leur aptitude à opérer en duo, la Chine et la Russie pourraient disposer de davantage d'options pour compliquer la vie des forces occidentales sur certains théâtres (32).

(32) Peter Zwack, « Russia and China's gowing... », précité.